

RP du 1er au 15 juin 2021

AFRIQUE

Maroc.....	2
Tunisie.....	2

EUROPE

Union européenne

Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO)	3
Commission européenne.....	3
Frontex.....	4

Pays membres de l'Union européenne

Autriche.....	4
Danemark.....	5
Espagne.....	5
Grèce.....	6
Italie.....	7
Slovénie.....	8

Pays non-membres de l'Union européenne

Biélorussie.....	8
Royaume-Uni.....	9

MOYEN-ORIENT

Liban.....	9
------------	---

AFRIQUE

Maroc

- **InfoMigrants**, [Morocco to re-admit unaccompanied minors from Ceuta](#), le 2 juin 2021.
- **2M**, [Retour des mineurs non accompagnés : la France salue l'engagement du Maroc](#), le 2 juin 2021.

Le Maroc, accusé par l'Espagne de ne pas réadmettre ses ressortissant·e·s arrivé·e·s à Ceuta le mois dernier, s'est engagé à accepter le retour des mineur·e·s non accompagné·e·s présent·e·s sur les territoires espagnol et français, via une instruction royale émise le 1er juin. Le royaume collabore pour ce faire avec l'Espagne (via un accord de réadmission signé en 1992) et la France (via un Protocole d'entente de 2020), deux pays pourtant signataires de la Convention internationale des droits de l'enfant mais qui bafouent les droits des mineur·e·s, – notamment celui d'être protégé·e·s jusqu'à leur majorité – en les renvoyant de force au Maroc, leur pays d'origine, qui sanctionne le délit d' « émigration illégale »¹.

- **Yabiladi**, [La Commission mixte Maroc-UE ne veut pas « européeniser » le différend entre Rabat et Madrid](#), le 7 juin 2021.
- **APA news**, [Migration : les marocains « déçus » par un projet du Parlement européen](#), le 7 juin 2021.
- **Bladi**, [le Maroc menace de suspendre sa coopération avec l'Europe](#), le 9 juin 2021.
- **Le Monde**, [Le Parlement européen appelle le Maroc à cesser sa « pression » sur l'Espagne](#), le 10 juin 2021.

Le 10 juin, le Parlement européen a voté à la majorité une résolution condamnant le Maroc pour son instrumentalisation de la question migratoire, utilisée comme moyen de pression politique sur l'Espagne, lorsque les contrôles frontaliers entre les deux pays ont été suspendus les 18 et 19 mai, permettant à plus de 10 000 ressortissant·e·s marocain·e·s d'accéder à l'enclave de Ceuta. Cette résolution du Parlement européen intervient alors que l'UE continue de sous-traiter aux pays tiers, et notamment au Maroc, les contrôles frontaliers pour empêcher les exilé·e·s d'atteindre le continent européen.

Tunisie

- **Reuters**, [At least 23 African migrants drown in shipwreck off Tunisia, NGO's says](#), le 2 juin 2021.
- **InfoMigrants**, [At least 23 migrants drown off tunisian coast](#), le 2 juin 2021.
- **InfoMigrants**, [Au moins 23 morts dans un naufrage au large de la Tunisie](#), le 2 juin 2021.

Avec des conditions météorologiques plus favorables, les départs en Méditerranée augmentent. Le 1er juin, les autorités tunisiennes ont intercepté les 70 rescapé·e·s d'un naufrage ayant coûté la vie à 23 exilé·e·s, alors qu'ils et elles tentaient la traversée de la mer Méditerranée depuis la Libye. Le même jour, elles ont également intercepté 39 personnes à bord d'une autre embarcation au large de la ville tunisienne de Sfax. Selon Infomigrants, « les départs vers la Libye voisine ont augmenté, avec 11 000 départs de janvier à avril 2021, soit 73% de plus qu'à la même période l'an passé ».

¹ **MIGREUROP** [Communiqué], [Les mineur·e·s isolé·e·s marocain·e·s victimes du marchandage entre la France et le Maroc](#), le 14 juin 2021.

- **InfoMigrants**, [Tunisie : un nouveau cimetière de migrants “Jardin d’Afrique” inauguré à Zarzis](#), le 9 juin 2021.
- **La République des Pyrénées**, [En Tunisie, un cimetière-jardin pour les migrants “damnés de la mer”](#), le 9 juin 2021.

Dans le sud de la Tunisie, un nouveau cimetière de migrant·e·s a été inauguré à Zarzis le 9 juin pour donner une sépulture aux exilé·e·s non identifié·e·s, dont les corps ont été retrouvés sur les plages tunisiennes. Il s’ajoute aux autres cimetières créés par des bénévoles alors que pendant longtemps les corps des victimes des politiques migratoires de l’Union européenne ont été enterrés dans des fosses communes creusées dans la décharge municipale de Zarzis.

EUROPE

Union européenne

Bureau européen d’appui en matière d’asile (EASO)

- **POLITICO**, [Mediterranean countries give green light to deal on EU asylum agency](#), le 8 juin 2021.
- **POLITICO**, [On migration pact, EU may finally try to “break it to make it” strategy](#), le 8 juin 2021.
- **Euronews**, [La Grèce s’explique auprès de la Commission européenne sur le dossier migratoire](#), le 9 juin 2021.

Les cinq États membres aux frontières extérieures de l’UE (Italie, Malte, Grèce, Chypre et Espagne) ont donné leur accord pour le renforcement du Bureau européen d’appui en matière d’asile (EASO), le 1er juin. Cette agence européenne aura un plus grand rôle à jouer dans le tri des personnes exilées, entre celles ayant vocation à être protégées par l’UE et celles qui devraient en être expulsées. Mais si ces cinq États souhaitent instaurer en priorité un mécanisme de répartition pérenne ou automatique au sein de l’UE, les négociations européennes sur ce point – notamment sur la réforme du Règlement Dublin – sont bloquées, le système d’accueil en Europe étant depuis 2015 en crise permanente. Les « Med 5 » se contentent alors du renforcement du mandat de l’EASO pour « améliorer » leur situation, et d’accords de répartition temporaires avec un nombre limité d’États membres, sur le modèle de la Déclaration de Malte (2019).

Commission européenne

- **Euronews**, [Brussels unveils plans to reform borderless Schengen area](#), le 2 juin 2021.
- **Le Monde**, [Espace Schengen : Bruxelles propose un projet de réforme minimal](#), le 3 juin 2021.
- **L’Echo**, [L’Europe veut renforcer l’espace Schengen](#), le 2 juin 2021.

La Commission européenne a présenté le 2 juin son projet de refonte du Code frontières Schengen. Pour faire en sorte que les contrôles intra-européens restent une exception, la Commission souhaite renforcer le contrôle des frontières extérieures de l’UE, notamment via le déploiement de l’agence Frontex dont le contingent devrait être porté à 10 000 agents d’ici 2027. La Commission souhaite par ailleurs améliorer l’interopérabilité des différents systèmes d’informations en 2023 pour enregistrer et contrôler

d'avantage les entrées et sorties de l'espace Schengen². Il s'agit enfin de « renforcer en interne l'espace Schengen »³ en introduisant un « code de coopération policière » pour élargir le partage d'informations entre les services de sécurité des États membres. Dans la foulée, la Commission a demandé au Conseil européen de se prononcer rapidement sur l'intégration de la Roumanie, la Croatie et la Bulgarie à l'espace Schengen, estimant que ces pays répondent aux critères d'adhésion, une opinion que ne partagent pas la France, l'Allemagne et les Pays-Bas.

Frontex

- **Euronews**, [EU border agency Frontex failing to fulfil its duties, say auditors](#), le 8 juin 2021.
- **RTBF**, [L'action de Frontex, l'agence des frontières de l'UE, n'est pas assez efficace, selon la Cour des comptes européenne](#), le 7 juin 2021.
- **Le Monde**, [La Cour des comptes de l'UE critique quant au rôle, à l'efficacité et à la gestion de Frontex](#), le 7 juin 2021.

La Cour des comptes de l'UE a analysé l'action de Frontex entre fin 2016 et 2020 et démontré dans un rapport publié le 8 juin que l'agence « n'est pas assez efficace » dans la gestion des frontières⁴. Elle ne se serait pas pleinement acquittée de son mandat de 2016 ni de 2019. Parmi les critiques formulées dans le rapport, la lutte contre le crime transfrontalier occuperait une place trop limitée dans les activités de Frontex, en raison de l'insuffisance du personnel employé par l'agence, qui s'est pourtant vu confier de nouvelles missions. La Cour ajoute que des lacunes et des incohérences en matière de partage d'informations entre Frontex et les États membres entravent leur action de surveillance des frontières extérieures de l'UE. Enfin, l'opacité de Frontex est pointée du doigt en raison du manque d'informations fournies par l'agence sur les coûts de ses opérations conjointes. Les conclusions de la Cour des comptes interviennent après que la Commission européenne et les États membres ont décidé d'augmenter les ressources de Frontex pour que l'agence dispose d'ici 2027 d'un budget estimé à 900 millions d'euros (2021-2027) et d'un contingent de 10 000 agents.

Pays membres de l'Union européenne

Autriche

- **Euractiv**, [L'Autriche et la Grèce se montrent unies](#), le 14 juin 2021.

Le 13 juin, le ministre de l'Intérieur autrichien et le ministre grec des Migrations et de l'Asile ont publiquement soutenu une approche externalisée de la gestion des migrations dans une série de déclarations. Il s'agirait selon eux de se concentrer davantage sur les négociations en matière de réadmission plutôt que de débattre de la répartition des exilé-e-s au sein de l'UE. À cet égard, le ministre de l'Intérieur autrichien a salué la décision grecque d'interdire l'accès à la procédure de protection internationale aux ressortissant.e.s de Somalie, du Pakistan, d'Afghanistan, de Syrie et du Bangladesh ayant transité par la

² **European Commission** [Communiqué], [Toward a stronger Schengen area](#), le 2 juin 2021.

³ *ibid*

⁴ **Cour des comptes européenne** [Rapport], [Soutien de Frontex à la gestion des frontières extérieures : pas assez efficaces jusqu'ici](#), le 7 juin 2021

Turquie, déclarée « pays tiers sûr » pour ces nationalités par le gouvernement grec. En septembre 2017, le Conseil d'État grec avait déjà rendu une décision reconnaissant la Turquie comme « pays tiers sûr ».

Danemark

- **Reuters**, [Denmark agrees law to deport asylum seekers outside of Europe](#), le 3 juin 2021.
- **Al Jazeera**, [Danish parliament approves law to deport asylum seekers](#), le 3 juin 2021.
- **Le Monde**, [Le Danemark brade le droit d'asile](#), le 4 juin 2021.
- **VOA Afrique**, [Le Danemark va transférer ses demandeurs d'asile hors d'Europe](#), le 3 juin 2021.

Après avoir signé un protocole d'entente (*Memorandum of Understanding*) avec le Rwanda en avril dernier⁵, le Parlement danois poursuit le durcissement de sa politique migratoire avec l'adoption le 3 juin d'une loi lui permettant de « délocaliser la demande d'asile ». Cette législation, permet au Danemark, en violation de la Convention de Genève, d'externaliser l'examen de la demande d'asile dont il est responsable, en transférant les demandeur·euse·s qui seraient déjà arrivé·e·s sur son territoire vers des centres situés hors UE, moyennant finances.

Espagne

- **El Faro de Ceuta**, [Ceuta recibirá 10 millones de ayudas europeas para la crisis migratoria](#), le 10 juin 2021.

Le ministre espagnol de l'Inclusion, de la Sécurité et des Migrations a annoncé le 10 juin qu'une aide financière de dix millions d'euros sera octroyée à l'Espagne par l'Union européenne durant les « prochains mois ». Ce financement servirait à assurer l'accueil des mineur·e·s isolé·e·s, mais aussi le renvoi forcé des milliers de mineur·e·s ayant atteint l'enclave de Ceuta le mois dernier et dont les parents réclameraient le retour. 2 388 ressortissant·e·s marocain·e·s (adultes et mineur·e·s) qui avaient atteint l'enclave de Ceuta ont fait l'objet d'un retour dit « volontaire » au Maroc entre le 20 mai et le 10 juin 2021, selon El Faro de Ceuta.

- **Bladi**, [L'Espagne demande l'aide de l'OTAN pour protéger Ceuta et Melilla](#), le 13 juin 2021.
- **Bladi**, [L'Espagne veut solliciter Frontex pour protéger Ceuta et Melilla](#), le 15 juin 2021.
- **Ceuta actualidad**, [La presencia de Frontex en Ceuta y Melilla, otra de las respuestas a Marruecos que planea el Gobierno](#), le 15 juin 2021.

L'objectif du gouvernement espagnol est d'affirmer l'appartenance de Ceuta et Melilla à l'Espagne — et donc au territoire européen — à l'encontre des revendications territoriales marocaines. Il prévoit de solliciter une aide de l'Alliance euro-américaine, en marge du Sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), pour obtenir la « protection militaire » de l'organisation transatlantique à Ceuta et Melilla, considérant que l'arrivée d'exilé·e·s marocain·e·s à Ceuta les 17 et 18 mai constitue une « menace » pour l'intégrité territoriale de l'Espagne. Au-delà, le gouvernement espagnol examine « sérieusement » le rattachement des enclaves à l'espace Schengen⁶, une mesure qui enlèverait plusieurs avantages au Maroc, liés au régime spécial des deux enclaves, comme en premier lieu l'exonération de visas dont bénéficient les

⁵ Voir la rubrique « Danemark » de la revue de presse de **Migreurop** du [1er au 15 mai 2021](#).

⁶ **Yabiladi**, [Intégrer Ceuta et Melilla dans l'espace Schengen : Réalité ou simple surenchère ?](#), le 11 juin 2021.

marocain·e·s des villes de Tétouan et Nador. Le gouvernement espagnol prévoit également de solliciter l'agence Frontex pour intervenir dans les deux enclaves – la présence d'une agence européenne indiquant au Maroc que ces territoires contestés « sont la frontière sud de l'UE ». La réponse positive des États de l'OTAN à la requête du gouvernement espagnol est très incertaine – les États-Unis considérant le Maroc comme un allié de taille. Quant à l'agence Frontex, elle ne s'est pas encore exprimée.

Grèce

- **InfoMigrants**, [Les grecs pourront renvoyer les demandeurs d'asile vers la Turquie, considérée comme « pays tiers sûr »](#), le 8 juin 2021.
- **Newsweek**, [Greece tells migrants from 5 countries to seek asylum in Turkey instead](#), le 8 juin 2021.
- **Ekathimerini**, [Decision shuts the door on asylum seekers](#), le 8 juin 2021.

Le ministre grec des Migrations et de l'Asile a annoncé le 7 juin que la Turquie serait désormais reconnue « pays tiers sûr » pour les demandeur·euse·s d'asile originaires de Syrie, Afghanistan, Somalie, Bangladesh et Pakistan. Cette décision porte atteinte au droit d'asile : elle a pour conséquence de renvoyer sans examen individuel de nombreux exilé·e·s vers la Turquie, un pays loin d'être « sûr » non seulement pour ses propres ressortissant·e·s, mais aussi pour les personnes non-européennes en quête de protection, qui ne pourront bénéficier du statut complet de réfugié du fait de la réserve géographique apposée par la Turquie à la Convention de Genève.

- **Ekathimerini**, [Work on Greek migrant camp yet to begin 9 months after fire](#), le 9 juin 2021.

A la suite de l'incendie du camp de Moria en septembre 2020 et en attendant l'ouverture d'un autre camp de 5 000 personnes (prévue pour l'hiver prochain), les exilé·e·s ont été placé·e·s dans celui de Mavrovouni, dans lequel, ils et elles ont souffert des basses températures hivernales et des mauvaises conditions de vie. Cependant, le ministre grec des Migrations a indiqué que la construction du nouveau camp de Lesbos n'avait pas débuté, faisant craindre que les mauvaises conditions de vie ne s'éternisent pour les exilé·e·s, qui risquent de passer un hiver supplémentaire dans leurs tentes.

- **InfoMigrants**, [In post-pandemic Europe, irregular migrants will face digital deterrents](#), le 31 mai 2021.
- **Arab news**, [Greek police plan high-decibel message to deter migrants](#), le 3 juin 2021.
- **Courrier International**, [Frontières : pour repousser les migrants, la Grèce teste le canon à bruit](#), le 3 juin 2021.
- **Euronews**, [EU alarmed by Greece's use of sound cannons at border to deter asylum seekers](#), le 4 juin 2021.
- **RFI**, [Canons à son anti-migrants en Grèce: l'UE trouve la méthode «étrange» mais ne condamne pas](#), le 10 juin 2021.

Depuis le début de la pandémie, la police grecque a testé le long de la frontière turque, avec le soutien de l'UE, un arsenal de technologies répressives afin de dissuader les exilé·e·s d'entrer sur le territoire. En sus des traditionnels radars, détecteurs et drones, des canons sonores aux bruits assourdissants ont été utilisés. Sans pour autant condamner cette pratique, la Commission européenne – qui

participe activement, depuis 2015, au financement de projets liés à la surveillance des frontières⁷ et dont la Présidente a vanté les mérites de la Grèce en mars 2020 pour son rôle de « bouclier de l'Europe » – s'est dit « inquiète » quant au respect du principe de non-refoulement. Elle a demandé au gouvernement grec des informations supplémentaires sur l'utilisation de ce type de technologie sonore, qu'elle prétend par ailleurs ne pas avoir financée.

- **Le Monde**, [Quatre afghans condamnés à dix ans de prison pour l'incendie du camp de Moria à Lesbos](#), le 13 juin 2021.
- **InfoMigrants**, [Quatre afghans condamnés à dix ans de prison pour l'incendie du camp de Moria](#), le 14 juin 2021.

Quatre demandeurs d'asile afghans ont été déclarés coupables le 12 juin d'avoir volontairement incendié le camp de Moria en septembre 2020 par le tribunal de Chios, qui les a condamnés à dix ans de prison. Les avocats des prévenus ont fait appel de cette décision en raison des graves entorses à leur droit à un procès équitable : l'absence de considération pour la minorité des accusés au moment des faits, le manque d'impartialité des juges, les descriptions imprécises des policiers et pompiers témoins de l'accusation, et enfin, l'absence du témoin ayant identifié les exilés poursuivis et dont la déclaration écrite comportait des inexactitudes. La peine prononcée fait suite à un autre jugement rendu par un tribunal de Lesbos en mars dernier, qui avait condamné à cinq ans de prison deux demandeurs d'asile afghans, accusés également de figurer parmi les incendiaires de Moria.

Italie

- **Le Monde**, [Emoi autour de la présence en Sicile des navires des garde-côtes libyens](#), le 2 juin 2021.
- **The New humanitarian**, [A sicilian fishing town, and the perils of Italy's migration deal with Libya](#), le 2 juin 2021.

Depuis 2017, le gouvernement italien et l'UE financent et équipent les garde-côtes libyens pour freiner les arrivées d'exilé·e·s en Europe, alors que de multiples entorses au droit international et aux droits humains sont régulièrement dénoncées par les ONG opérant dans la zone, tout comme par les pêcheurs siciliens, régulièrement victimes de menaces, voire d'agressions caractérisées. Ces derniers accusent le gouvernement italien de ne pas les protéger, ni les exilé·e·s en mer.

- **InfoMigrants**, [Migrants flows from Libya : Italian Premier says EU action needed](#), le 2 juin 2021.
- **Arab news**, [Italy remains Libya's 'best partner' in reconstruction, says Libyan PM](#), le 31 mai 2021.

À l'occasion de la visite du Premier ministre libyen à Rome, son homologue Italien a réitéré sa volonté de poursuivre la coopération entre les deux pays, en continuant à financer les retours dits « volontaires », les « évacuations humanitaires » de Libye et la formation des garde-côtes libyens. Le ministre italien demande à l'UE d'apporter une aide financière et logistique supplémentaire à la Libye pour limiter les arrivées d'exilé·e·s sur le territoire européen, et qui selon lui, contribuerait aussi à la « reconstruction » du pays, toujours en proie à de vives tensions.

⁷ Commission européenne [Rapport], [EU research for a secure society – Borders and external security 2018](#), le 23 janvier 2019.

- **Le Monde**, [L'Italie bloque un navire de secours aux migrants appartenant à une ONG allemande](#), le 5 juin 2021.
- **InfoMigrants**, [De nombreux navires humanitaires bloqués par les autorités italiennes](#), le 7 juin 2021.

L'Italie a immobilisé dans le port de Palerme, le navire *Sea Eye 4* pour « non-respect des normes de sécurité », depuis que celui-ci a secouru plus de 400 exilé·e·s - un nombre supérieur à celui des passager·e·s autorisé·e·s à bord. Selon InfoMigrants, la quasi-totalité des navires humanitaires seraient actuellement bloqués, alors que les navires *Alan Kurdi*, *Sea Watch 3* et *Sea Watch 4* ont également été immobilisés par les autorités italiennes. Le seul navire actuellement en mer est le *Geo Barents*, affrété par Médecins Sans Frontière (MSF), qui se trouvait le 7 juin en zone SAR libyenne. Les opérations de sauvetage des ONG, déjà peu nombreuses et très limitées géographiquement, ne permettent pas de secourir la totalité des migrant·e·s en mer et il est à craindre que la politique de criminalisation des solidarités menée par les autorités italiennes entraîne de nouveaux décès en mer.

Slovénie

- **InfoMigrants**, [Italy-Slovenia joint border patrol to resume](#), le 8 juin 2021.

Lors d'une visite en Slovénie le 4 juin, la ministre de l'Intérieur italienne et son homologue slovène ont annoncé reprendre les patrouilles conjointes le long de leur frontière commune, suspendues temporairement durant la pandémie, afin d'intercepter les exilé·e·s tentant de se rendre en Italie. La ministre italienne a ajouté que les forces de l'ordre auront recours à l'usage de drones et de lunettes de vision nocturnes pour améliorer la détection des exilé·e·s qui tentent de franchir la frontière. Il est à craindre que ces contrôles entraînent de nouveaux refoulements en cascade d'exilé·e·s de l'Italie vers la Slovénie, qui pourraient être repoussés en Croatie puis jusqu'en Bosnie Herzégovine, comme l'ont dénoncé à plusieurs reprises de nombreuses organisations de défense des droits de l'Homme⁸.

Pays non-membres de l'Union européenne

Biélorussie

- **Reuters**, [Lithuania says Belarus is helping Middle eastern migrants to cross its borders](#), le 15 juin 2021.
- **Libération**, [A la frontière entre la Lituanie et le Bélarus, Loukachenko se fait maître passeur](#), le 15 juin 2021.⁹

Depuis la fin du mois de mai, les autorités biélorusses facilitent le passage des exilé·e·s souhaitant se rendre en Europe vers la Lituanie - en représailles aux sanctions européennes appliquées à l'encontre du régime Biélorusse ayant détourné un avion commercial pour procéder à l'arrestation d'un de ses opposants politiques. À la suite des sanctions appliquées, le président biélorusse a ainsi indiqué à l'UE le 26 mai dernier qu'il n'empêcherait plus les exilé·e·s de se rendre en Europe. Il a ensuite encouragé les mobilités vers la Lituanie : des garde-frontières biélorusses laissant délibérément passer les exilé·e·s à la frontière terrestre

⁸ **InfoMigrants**, [L'Italie critiquée pour ses renvois de migrants vers la Slovénie](#), le 18 décembre 2020.

⁹ Article réservé aux abonné·e·s.

avec le pays Balte, la hausse des liaisons aériennes entre plusieurs pays d'origine des exilé·e·s vers la Biélorussie et la facilitation des visas à leur égard. Du fait du relâchement des contrôles frontaliers par la Biélorussie, 190 exilé·e·s auraient été détenu·e·s en Lituanie entre les 3 et 15 juin, ce qui correspond au nombre d'exilé·e·s détenu·e·s sur les cinq derniers mois dans ce pays, selon *Reuters*.

Royaume-Uni

- **The Guardian**, [Calls to close Napier barracks after asylum seekers win legal case](#), le 3 juin 2021.
- **InfoMigrants**, [La justice britannique déclare “illégal” les conditions d'accueil dans le centre “sordide” de Napier](#), le 4 juin 2021.
- **The Guardian**, [Asylum seekers in Nappier barracks ‘face blacklist for speaking out’](#), le 6 juin 2021.

La Haute Cour de Londres a jugé « illégale », le 3 juin, la décision du ministère de l'Intérieur britannique de continuer à « héberger » dans le centre de Napier six demandeur·euse·s d'asile, qui avaient engagé une action en justice contre le Ministère de l'Intérieur pour leurs conditions d'accueil inhumaines. Malgré ce jugement, le centre restera ouvert, la juridiction ayant ordonné uniquement que « des améliorations importantes » soient apportées. Depuis lors, plusieurs demandeur·euse·s d'asile hébergé·e·s au centre de Napier ont témoigné avoir été menacé·e·s par le personnel du centre de se voir débouter de leur demande de protection internationale s'ils et elles témoignaient des mauvaises conditions de vie au sein du centre.

MOYEN-ORIENT

Liban

- **InfoMigrants**, [Lebanon expells Syrian refugees pushed back by Cyprus](#), le 9 juin 2021.

Victimes de refoulements en cascade, 15 exilé·e·s syrien·ne·s ont été renvoyé·e·s de force en Syrie par le Liban, après avoir été refoulé·e·s par les autorités chypriotes alors qu'ils et elles avaient tenté de se rendre à Chypre par la voie maritime. Selon l'association KISA, les départs des côtes libanaises vers Chypre sont en hausse depuis 2020¹⁰. Les risques de renvoi forcé et l'accès insuffisant aux droits fondamentaux poussent plusieurs exilé·e·s syrien·ne·s à quitter le Liban pour se rendre à Chypre, tout comme plusieurs ressortissant·e·s libanais·e·s cherchent à fuir la crise économique de leur pays.

¹⁰ **KISA** [Communiqué], [Pushbacks from Cyprus to Lebanon leads to chain refoulement to Syria](#), le 3 juin 2021.